

<https://www.infomigrants.net/fr/post/16442/en-grece-des-refugies-menaces-d-expulsion-pour-laisser-leur-logement-aux-demandeurs-d-asile>

ACTUALITÉS



Des enfants dans le camp de réfugiés de Skaramagas, à Athènes, en 2017. Crédit : InfoMigrants

En Grèce, des réfugiés menacés d'expulsion pour laisser leur logement aux demandeurs d'asile

Par [La rédaction](#) Dernière modification : 22/04/2019

Selon une décision du gouvernement grec, les réfugiés ayant obtenu leur statut depuis plus de six mois doivent quitter leur hébergement octroyé dans le cadre d'un programme de l'Union européenne réservé aux demandeurs d'asile uniquement. Des milliers de réfugiés, sans emploi, craignent de se retrouver à la rue.

Des milliers de réfugiés désemparés attendent leur éviction possible de leurs logements en Grèce pour laisser la place aux demandeurs d'asile confinés sur les îles grecques.

"Dans deux mois, je dois quitter les lieux", se lamente Abdullah Ahmadi, un Afghan qui vit avec sa femme et ses cinq enfants dans un appartement de la banlieue d'Athènes. Sa famille a obtenu le statut de réfugié et tous vivent dans un logement qui leur a été attribué quand ils étaient demandeurs d'asile.

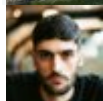
Comme Abdullah Ahmadi, près de 6 800 personnes pourraient être affectées par la directive de la Grèce d'expulser les réfugiés ayant obtenu l'asile depuis plus de six mois. Leur logement, attribué dans le cadre du programme Estia de l'Union européenne (UE) et mis en place par le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (HCR), est réservé aux demandeurs d'asile uniquement.

Aujourd'hui, Abdullah Ahmadi doit donc partir. Mais il n'a pas trouvé d'emploi, alors il craint de ne pas pouvoir trouver un autre appartement. "Cela fait trois ans que je cherche du travail en Grèce et je ne trouve que des petits boulots qui ne suffisent pas à faire vivre ma famille", lâche le père de famille qui a passé près d'un an sur l'île de Lesbos avant de pouvoir rejoindre la capitale grecque.

[>> À relire : Reportage : à Moria, l'attente interminable des migrants africains](#)

"Dès le départ, ce programme a été conçu pour aider les demandeurs d'asile uniquement : après l'obtention de leur statut, les réfugiés doivent théoriquement dans les six mois suivants quitter les logements", explique le porte-parole du HCR en Grèce, Boris Cheshirkov. "Mais jusqu'à présent, le gouvernement grec n'avait pas appliqué ce principe".

[Voir l'image sur Twitter](#)



[Yannis Haniotakis@yannishanio](#)

Central London - Banner in support of migrants in Greece. [#migrants](#) [#Athens](#)
[#refugeesGR](#) [#London](#)

30

[08:39 - 21 avr. 2019](#)

27 personnes parlent à ce sujet

Athènes a besoin de logements vacants pour loger les milliers de demandeurs d'asile toujours bloqués dans les îles grecques et progressivement transférés vers le continent. Au 31 mars, quelque 160 réfugiés ont ainsi dû laisser leurs logements. "Les moins de 200 personnes qui vont quitter leurs logements vont libérer des places pour ceux qui se trouvent à Lesbos et à Samos dans des conditions difficiles", s'est justifié le ministre de l'Immigration, Dimitris Vitzas, dans une interview à la radio "News 24/7", fin mars.

"Nous avons peur qu'une majorité ne puisse pas se débrouiller pour trouver un appartement"

Une fois leur statut en poche, les réfugiés peuvent bénéficier des mêmes aides que les Grecs. "Ceux qui ont reçu l'asile peuvent bénéficier des aides sociales comme tous les Grecs" en situation de pauvreté, avec notamment une aide au logement, assure-t-on au ministère de l'Immigration.

Par ailleurs, pendant trois mois après avoir quitté les logements, "les réfugiés conserveront l'aide économique dont ils bénéficient et seront aidés pour obtenir un numéro fiscal, ouvrir un compte en banque, s'inscrire à pôle-emploi", ajoute-t-on au ministère.

Pourtant, Abdullah Ahmadi panique. "Je ne sais pas comment je vais me débrouiller et j'ai peur de finir à la rue avec ma famille", explique-t-il désespéré.

Les militants d'aide aux migrants protestent donc contre cette politique d'éviction. "Les premières expulsions ont eu lieu il y a quelques jours et les prochaines auront lieu en juin", s'est inquiétée Christina Svana, employée d'une ONG, lors d'une manifestation à Athènes. "Le mouvement va s'accélérer et nous avons peur que parmi les personnes expulsées, une grande majorité ne puisse pas se débrouiller seule pour trouver un appartement."

"Théoriquement, c'est bien de dire que les réfugiés doivent s'intégrer et ne plus dépendre des aides fournies par les associations et le HCR mais pour cela, il fallait prévoir un programme d'intégration", s'indigne encore la militante. "Depuis trois ans il est balbutiant et ce n'est que maintenant que des choses concrètes commencent à être mises en place."

Fin 2018, en Grèce continentale, 22 686 personnes étaient hébergées grâce au programme Estia.

Actuellement, la Grèce accueille plus de 70 000 réfugiés dont près de 15 000 sur les îles de la mer Égée.